Mots. Les langages du politique

89 | 2009

2007. Débats pour l'Élysée

Patrick Charaudeau, *Petit traité de politique à l'usage du citoyen*

Bernard Lamizet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/18943>

DOI : 10.4000/mots.18943

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2009

Pagination : 142-148

ISBN : 978-2-84788-151-6

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Bernard Lamizet, « Patrick Charaudeau, *Petit traité de politique à l'usage du citoyen* », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 89 | 2009, mis en ligne le 30 mars 2011, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/18943> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.18943>

La personnalité de Furetière, homme de lettres et juriste de formation, et la « querelle des dictionnaires » provoquée par son *Dictionnaire universel*, apportent à ce courant un terrain d'étude exceptionnel.

L'ouvrage donne un résumé des épisodes les plus importants de cette querelle : Furetière, qui avait entrepris de réaliser son dictionnaire alors que l'Académie française tardait à achever le sien, fut expulsé de celle-ci en janvier 1685. Dans le même temps, et jusqu'à la mort du lexicographe en 1688, sont échangés des factums, des pamphlets et des diatribes entre Furetière et l'Académie.

L'auteur analyse les factums et met en évidence les enjeux de la querelle, opposant en matière de lexique les objectifs normatifs et fixistes de l'Académie aux conceptions analytiques et encyclopédiques de Furetière, qui font de lui un précurseur des idées du 18^e siècle. En matière de droit sont examinées les questions des privilèges – qui déterminaient le droit d'impression sous l'Ancien Régime –, de la propriété littéraire et, plus largement, des droits individuels en matière de création, en tant qu'ils s'opposent à un monopole.

Dans la dernière partie, qui constitue un bon tiers de l'ouvrage, François Ost montre que certaines questions qui se posent à notre époque sont similaires à celles qui ont animé l'aventure de Furetière lexicographe. Sont ainsi soulevées non seulement la question des droits d'auteur, mais aussi celle de l'impact politique potentiel d'un ouvrage de lexicographie, qui peut être conçu – ou perçu – comme porteur d'une norme linguistique. Enfin, l'examen d'une « économie de la connaissance » prenant en compte les nouvelles technologies et la multiplication des ressources numériques, pose encore aujourd'hui, mais avec une acuité accrue, les mêmes questionnements sur la liberté d'expression, le droit à l'information et la propriété intellectuelle.

Charles Bernet
Université de Lyon, ENS LSH, ICAR
charles.bernet@ens-lsh.fr

Petit traité de politique à l'usage du citoyen

Patrick Charaudeau
2008, Paris, Vuibert, 125 p.

Patrick Charaudeau a toujours fait montre d'une grande rigueur dans ses analyses du discours et des formes de communication politiques. Il nous propose ici un ouvrage ambigu, qui se présente à la fois comme un « court traité » (en ce sens, il s'agit bien d'une réflexion philosophique sur le politique) et comme un propos pratique, « à l'usage du citoyen » – un « politique mode d'emploi », en quelque sorte. Comme souvent, cette ambiguïté est moins le signe d'une hésitation que d'une réflexion approfondie et, surtout, d'une posture critique.

C'est que les trois termes qui sont interrogés ici ne sont ni simples, ni neutres ; ce sont ceux qui, sans doute, constituent ensemble le fondement du politique : citoyenneté, parole, pouvoir.

La question des identités

Le livre s'ouvre sur la question des identités, essentielle en ce qu'elle articule la dimension singulière de notre psychisme et la dimension collective de nos appartenances. Pour devenir un citoyen, il faut d'abord élaborer, construire son identité politique. Patrick Charaudeau nous convie à mieux comprendre ce processus en nous rappelant que l'identité collective n'est pas la somme des identités singulières mais qu'elle renvoie, spécifiquement, à nos statuts, à nos représentations et à nos modes d'organisation sociale – identité sociale, culturelle ou « fédérée par un imaginaire social ». L'auteur pose à ce propos le problème, crucial aujourd'hui, de l'identité européenne, de ses limites et de ses modes d'expression dans le débat public et dans les processus institutionnels. Les identités collectives naissent et s'expriment dans la confrontation, en particulier dans l'établissement de rapports de force et dans ce qu'il appelle un « double mouvement de différenciation et d'assimilation ». Ce double mouvement structure la nature des groupes sociaux à la fois dans la dialectique du rapport aux autres et du repli sur soi et dans des logiques de domination et de mixité sociale et culturelle.

Patrick Charaudeau introduit alors une distinction entre la notion de *société civile* et celle de *société citoyenne*. La première est le lieu d'expression d'opinions peu structurées ; la seconde, au contraire, repose sur la construction d'identité d'individus « qui ont conscience d'avoir un rôle à jouer dans l'organisation politique de la vie sociale ». Il y a, entre *société civile* et *société citoyenne*, la même différence qu'entre un état et une pratique, entre une situation plus ou moins passive et la dynamique que nous créons en mettant en œuvre, dans nos discours, nos représentations, nos choix et nos activités sociales, notre pratique effective du politique.

Le pouvoir et la parole

Spécialiste du langage et de la communication politiques, Patrick Charaudeau n'oublie pas le rôle majeur de la parole, tant dans la construction de l'espace politique que dans la mise en œuvre des logiques institutionnelles et dans les rapports de pouvoir. Il nous rappelle que l'histoire est une alternance de conflits et de résolutions de conflits, un ensemble d'équilibres sociaux rompus par des affrontements auxquels succèdent de nouvelles régulations, puis de nouveaux équilibres, etc. Citant Kant, il insiste sur le fait que « la paix n'est pas un ordre naturel ».

Aussi la question de la parole va-t-elle se poser de façon particulière dans le champ politique. En définissant le pouvoir comme une dialectique entre la légitimité (qui lui donne le *droit d'agir*), l'autorité (ou rapport à l'autre exprimé, en particulier, par le *charisme*) et la puissance (les moyens du *passage à l'acte*), l'auteur désigne les dynamiques dont la mise en œuvre constitue ce qu'il nomme les « logiques de la sphère politique ». Il étudie successivement les différents espaces de la confrontation dans lesquels s'exerce la parole politique. C'est sur cette dialectique entre pouvoir et parole, exprimée et mise en œuvre dans ces différents lieux de la « géographie politique », que s'élabore, selon Patrick Charaudeau, la notion de *société politique*. Il en étudie les logiques, les structures et les processus symboliques à partir des institutions qui en sont les « lieux » et des usages qui en définissent les « domaines d'activité ». Pour ce faire, il se réfère notamment à Max Weber, à Hannah Arendt et à Jürgen Habermas dans leurs approches de la mise en œuvre des dynamiques langagières de l'espace politique.

L'idéalité sociale

L'ouvrage de Patrick Charaudeau a le mérite de donner toute sa place à l'imaginaire politique et aux idéautés qui l'expriment. C'est sur cette base qu'il distingue *la* politique et *le* politique, ce dernier terme exprimant, selon lui, la « logique de l'idéalité sociale », en référence à un type de souveraineté qui organise la vie politique d'un pays. Notons à ce propos que l'auteur nomme « gouvernance » le « type de souveraineté qui régit un pays », ce qui présente l'intérêt de rendre au concept la dimension politique qu'on a parfois tendance à lui enlever. Ce qu'il désigne par la logique d'idéalité sociale, c'est en particulier le régime politique qui exprime, dans les structures institutionnelles, la nature de la souveraineté mise en œuvre dans un pays (la monarchie, fondée sur un « principe absolutiste », la république, fondée sur un « principe de souveraineté populaire » ou la démocratie, fondée sur « un principe d'égalité »). En ce sens, Patrick Charaudeau analyse les formes de l'idéalité sociale comme les logiques au nom desquelles se mettent en œuvre les dynamiques et les pratiques de la gestion du pouvoir, c'est-à-dire le réel de la vie politique. Il montre l'importance de cette dialectique constante, dans le champ politique, entre des structures institutionnelles, des logiques imaginaires et des expériences de gestion pratique, la réalité de l'exercice de la vie politique ne pouvant aller sans l'imaginaire qui, en définitive, lui donne sa signification et sa légitimité. C'est en particulier l'idéalité sociale, dans ses expressions et dans ses représentations, qui va susciter l'adhésion du sujet singulier à des logiques collectives et, ainsi, va favoriser des pratiques du politique chargées de sens et instaurant des médiations pleines et effectives du fait politique.

La question du pouvoir et les acteurs du politique

Pas de politique sans que se pose, à un certain moment, la question du pouvoir. La différence établie par Patrick Charaudeau entre *le* politique et *la* politique se situe aussi là : dans l'articulation entre les idéautés et les logiques institutionnelles (le politique) et la gestion du pouvoir (la politique). En effet, on pourrait dire, avec l'auteur, qu'une idéauté ne se gère pas, que c'est le pouvoir qui se gère, autrement dit qui se met en œuvre effectivement, dans des logiques et des dynamiques pratiques et aussi, au sens ancien du terme, dans une forme d'économie générale. En étudiant les logiques de gestion du pouvoir, Patrick Charaudeau nous montre que ce qui, en définitive, donne au pouvoir tout son sens et toute sa consistance dans l'histoire, c'est l'existence et la mise en œuvre de contre-pouvoirs qui sont les garants d'une vie démocratique. On pourrait dire ici que la démocratie repose sur la possibilité de dire non, qui s'exprime dans les faits et dans les dynamiques institutionnelles, par l'élaboration et la mise en œuvre de contre-pouvoirs. Ce sont les contre-pouvoirs, selon l'auteur, qui constituent le mode d'expression de la citoyenneté. La citoyenneté, c'est donc la formulation et l'expression de contre-pouvoirs par lesquels la société politique vient, en quelque sorte, se confronter aux dynamiques institutionnelles et aux acteurs qui détiennent les pouvoirs, en définissant les modalités de mise en œuvre de la vie démocratique.

Patrick Charaudeau illustre la dynamique des contre-pouvoirs par deux modalités spécifiques d'exercice des acteurs du politique : l'opinion et la revendication. Il est tout à fait intéressant de voir comment l'auteur cherche, en quelque sorte, à réhabiliter l'opinion, tant de fois dénoncée depuis Platon, en montrant comment c'est en se construisant une opinion que les acteurs politiques élaborent la dynamique de contre-pouvoirs qui fait d'eux des acteurs effectifs du champ politique.

Mais il établit des sortes de degrés dans l'opinion. Il convient en particulier, selon lui, de distinguer deux instances. D'une part, il y a *l'opinion*, par laquelle les acteurs de l'espace politique expriment leur position dans le champ de la confrontation des identités. D'autre part, il y a *la revendication*, qui constitue une forme plus active, plus pressante, plus forte, d'expression de l'opinion, car elle s'adresse à un acteur particulier, disposant d'un pouvoir auquel on s'oppose. En fait, si l'on y réfléchit bien, ces deux modalités d'expression des identités politiques viennent nous rappeler qu'elles ne peuvent pleinement exister que dans les dynamiques de confrontation qui, à la fois, les expriment et leur donnent ce que l'on pourrait appeler une figuration institutionnelle.

L'espace politique : le champ de la parole

On peut, suivant Patrick Charaudeau, définir l'espace politique comme le champ dans lequel s'exprime la parole politique, le champ dans lequel elle s'énonce, donnant ainsi une dimension symbolique à la confrontation des identités politiques. L'auteur propose de distinguer deux situations essentielles dans lesquelles cette parole s'exprime : celle dans laquelle le pouvoir est imaginaire car il est encore à venir (la *candidature*), et celle dans laquelle le pouvoir est réel car il est exercé (la *gouvernance*). Ces deux situations sont elles-mêmes, selon lui, structurées et déterminées par l'espace et le temps, par les territoires (l'espace d'exercice du pouvoir et du politique) et par les *circuits de décision* (les processus d'exercice du pouvoir). Espace et temps du pouvoir sont ainsi structurés, jalonnés par les paroles et les images, par les mots et les figures qui donnent toute sa consistance au langage du politique, que le citoyen doit apprendre pour pouvoir exercer pleinement son statut.

La parole sera destinée à convaincre le public (pour l'amener à croire l'acteur politique et à adhérer à ses idées) ou à l'émouvoir, à le toucher afin de s'adresser à sa subjectivité. Mais la parole est aussi destinée à construire l'image de soi de l'acteur politique. La réflexion sur cette dynamique de construction de l'identité et d'élaboration de l'image de soi amène Patrick Charaudeau à envisager les différentes modalités selon lesquelles les images des acteurs politiques se construisent et se transforment, s'élaborent à la fois par les pratiques de l'acteur et par le regard de l'autre sur lui. L'auteur, enfin, prend bien soin de nous rappeler que les images de soi qui structurent la présence des acteurs politiques dans l'espace de la confrontation des identités ne sont pas entièrement volontaires, mais qu'elles comportent une part d'inconscient qui échappe au contrôle du sujet. Il va même jusqu'à désigner sous le terme de *masque* ces identités construites dans l'espace politique par la parole des acteurs ; et de citer quelques-uns de ces masques qui font vivre le théâtre du politique en lui donnant ses significations : l'homme de caractère, le tueur, le vertueux, l'humain, le chef.

Pour compléter son approche de la parole politique, Patrick Charaudeau étudie différentes modalités rhétoriques de la persuasion par lesquelles les acteurs politiques peuvent susciter l'adhésion de ceux à qui ils s'adressent. Il montre en particulier, dans le prolongement de l'analyse des identités en termes de masques, comment les stratégies de persuasion s'inscrivent dans une théâtralité du politique, en évoquant la « mise en scène du drame politique ». Cette mise en scène fait appel aux sentiments pour mieux garantir l'adhésion de l'auditoire en mobilisant son psychisme et elle formule différentes thématiques connues : le désordre et la *détresse*, la recherche de la *source du*

mal et la définition des *solutions salvatrices* par lesquelles l'acteur politique légitime son pouvoir en se présentant comme le sauveur de la société.

Toutes ces thématiques constituent les identités que se construisent les acteurs politiques dans leur discours en tentant de convaincre leur public de leur aptitude à jouer ces rôles – à interpréter ces personnages dans la mise en scène de l'espace politique des pouvoirs et des institutions.

La question de la vérité et celle de l'éthique

Patrick Charaudeau pose, à la fin de sa réflexion, des questions majeures qui rejoignent fondamentalement celle de la légitimité en la situant non seulement dans le champ de l'action et des stratégies des acteurs, mais aussi dans le champ de leur parole et de leur expression.

La question de la vérité, finalement, revient à la question du croire. Comme la vérité ne peut que se dire ou se croire, la question de la vérité interroge celle de la dimension symbolique du politique, celle de la communication. Patrick Charaudeau situe le problème de la vérité politique dans trois dimensions. D'une part, il envisage la question des critères de la vérité (la vérité factuelle, la vérité de sentiment, le vraisemblable). D'autre part, il s'intéresse à la question des contraintes de la médiation et de la parole publique. Enfin, il pose le problème du mensonge (flou, silence, dénégation) et celui de la dissimulation dans le champ politique. Mais la question de la vérité est peut-être, au fond, la dimension symbolique de la question de l'éthique. C'est pourquoi l'auteur achève son ouvrage en désignant l'éthique comme le champ de rencontre entre le politique et le citoyen. Peut-être est-ce en évaluant, en jugeant l'éthique du politique que nous faisons œuvre de citoyen, que nous exerçons pleinement notre citoyenneté.

Ce qui est essentiel dans le propos de Patrick Charaudeau, c'est qu'il fonde la question de l'éthique sur la crise : c'est en situation de crise que cette question devient en quelque sorte urgente, qu'il devient nécessaire de la poser. En rappelant la distinction proposée par Max Weber entre *éthique de conviction* et *éthique de responsabilité* et en fondant sur cette distinction la différence entre éthique et morale, Patrick Charaudeau insiste sur la complémentarité entre ces deux instances de l'éthique, entre ces deux dimensions de sa formulation et de sa mise en œuvre dans le champ politique.

La crise de l'éthique, le désenchantement qui affecte le politique amènent enfin Patrick Charaudeau à construire une articulation entre le doute et la responsabilité. Sans doute retrouve-t-il ainsi quelque chose de cartésien dans l'idée selon laquelle c'est du doute que peut naître la formulation d'une forme légitime du discours et de la pratique du politique. C'est de ce doute que peut naître l'exigence de la conviction et celle de la responsabilité, dans la « construction d'une conscience morale », exigence suprême de

la citoyenneté. Patrick Charaudeau conclut son ouvrage en faisant appel à Emmanuel Lévinas, qui fonde le politique sur le fait de se sentir « responsable d'autrui sans attendre de réciproque ». On pourrait dire, finalement, que cette conception de la responsabilité représente la dimension politique de l'affirmation lacanienne selon laquelle c'est le miroir qui fonde notre identité.

Bernard Lamizet
Université de Lyon, IEP
bernard.lamizet@univ-lyon2.fr